

LA SOCIÉTÉ CIVILE DU KIVU: UNE DYNAMIQUE EN PANNE?

par Bucyalimwe Mararo Stanislas

Abstract

Truth is the first step in the process of reconciliation. It comes out through a free debate only. This paper, a mere introduction to such debate, shifts the focus from usual praise to the untold and undocumented side of the civil society in Kivu. Therefore, the discussion is restricted to those elements which undermine its efficiency and make it, to some extent, a part of the problem in the area. One main conclusion emerges from this discussion: discourses do not match deeds. The civil society operates as a microcosm in which the leadership is engaged essentially in promoting ethnic agendas, while the division and exclusion are largely fostered by different strategies. These facts as well as the struggle for selfish interests and the manipulation of information for political ends further complicate the search for truth and conflict settlement. As a consequence, society is often ill-served and the program of an integrated development of the Province dangerously compromised. Thus, the civil society is less a sacrosanct institution than a problematic issue to deal with too.

1. INTRODUCTION

Au cours des deux dernières décennies, la société civile en Afrique a été promue au rang de partenaire privilégié dans le cadre de la coopération indirecte¹. L'une des preuves est qu'elle est constamment sollicitée par l'O.N.U.² et les gouvernements des Etats membres aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre; en outre, elle est perçue comme le kaléidoscope d'un nouveau type de leadership sur lequel il convient de compter. C'est vraisemblablement en tant qu'instance de faiseur d'opinion et à cause de ses prétentions, à savoir "la défense de l'intérêt collectif"³, qu'elle bénéficie au départ d'un préjugé favorable en matière de gestion et voit sa position se consolider dans le jeu socio-politique.

Ce statut de privilégié place la société civile en Afrique devant des défis énormes. Dans un intéressant article dont le titre paraîtrait provocateur, John Makunde souligne ses mérites avant d'en examiner les faiblesses⁴. Parmi celles-

¹ DE WAAL, A., "Democratizing aid encounter in Africa", *International Affairs*, Vol. 73, No. 3, October 1997, p. 633.

² Toutes les abréviations sont expliquées dans une liste en annexe.

³ Yves Palau utilise cette expression pour montrer que la société civile est moins un intermédiaire ou un trait d'union entre l'Etat et l'individu qu'une sphère autonome où entend se réaliser un compromis entre les intérêts particuliers, "La médiation sociale: une construction idéologique", *Etudes*, décembre 1996, pp. 613 et 619.

⁴ MAKUNDE, J., "Is there a civil society in Africa?", *International Affairs*, Vol. 74, No. 2, 1998, pp. 305-317.

ci, citons les restrictions légales imposées par les administrations coloniales et post-coloniales, la dépendance financière vis-à-vis de l'Etat et/ou des bailleurs de fonds extra-Africains, le caractère a-démocratique du leadership, la dimension politique de l'aide (...). En filigrane, l'auteur soulève un problème de fond, celui de l'efficacité de la société civile face à toutes ces pesanteurs. Il ouvre donc un débat auquel nous voulons participer à travers la présente étude. Celle-ci s'intéresse à la pléthore d'associations (anciennes et nouvelles) qui, à partir de 1990, s'efforcent d'agir comme un front pour dénoncer les abus du pouvoir et rappeler constamment les obligations des gouvernants vis-à-vis du peuple. Il s'agit précisément de cette société civile dont on a parlé beaucoup depuis la C.N.S. avec tant d'éloges⁵ jusqu'à occulter la crise qui fragilise ses coordinations provinciales et certaines de ses sections locales depuis un certain temps. Si elle est en partie l'effet des faiblesses évoquées par John Makunde, cette crise résulte également des contradictions internes ou locales qui sont mal connues. L'objectif de cette étude est de pousser la réflexion au-delà du tableau limpide fait de la société civile du Kivu en discutant les écueils qui rendent son succès mitigé et risquent à la longue de miner ses fondements.

Des dissonances, plus prononcées au Nord-Kivu qu'au Sud-Kivu, sont fréquentes. Au Nord-Kivu, elles reflètent un mal profond qui explique l'engagement timoré de la société civile dans la lutte contre toute forme d'exploitation et d'injustice. Cette description que l'O.N.G.D. G.R.A.C.E. en a fait en 1993 garde sa valeur aujourd'hui: «*Pour des raisons inavouées, les bonnes volontés dont GRACE qui veulent réfléchir sur les voies et moyens de transcender les solutions conflictuelles sont découragées par l'autorité politique ou gênées exprès dans leurs actions par d'autres acteurs tels certaines ONGD. Les ONGD sont divisées à l'image des batailles rangées qui se déroulent sur le terrain selon leur obédience ethnique*». ⁶ Au Sud-Kivu, le changement dans la composition du bureau de coordination de la société civile en 1995 et 1997 n'était en partie qu'un remue-ménage qui s'est opéré sur fond de crises et dont les effets néfastes sur son action ne peuvent pas être sous-estimés. Ces signes sont-ils l'expression de la vitalité de la société civile ou de sa perte de vitesse? Une question d'autant plus pertinente si l'on sait que, depuis 1993, ce sont les mêmes organisations et mêmes acteurs de la société civile (souvent sans mandat de la base ou de son bureau de coordination) qui sont aux devants de la scène dans toutes les concertations et conciliabules socio-politiques (voir le tableau 1 en annexe). Nous tenterons d'apporter quelques

⁵ BAGENDA, B., "Zaïre: Faire vivre la société civile. Interview accordée à Paul Gérardin et Chantal Haot", *La Revue Nouvelle*, Tome XLIV, 3, mars 1994, pp.21-26; MUHONGHYA, J.M.K., "Rôle et efforts de la société civile dans la résolution des conflits", *Dialogue*, n° 192, août-septembre 1996, pp.47-50.

⁶ G.R.A.C.E., *Le Nord-Kivu (Zaïre) à feu et à sang par des conflits inter-ethniques. Informations générales et pistes de solutions*, Goma, juin 1993, p.18.

éléments de réponse à cette question à partir de ces idées-couples:

- . contre- pouvoir vs inféodation au pouvoir;
- . démophilie vs démagogie;
- . discours rassembleur vs pratiques discriminatoires;
- . concurrence loyale vs rivalité délétère;
- . information vs désinformation.

2. CONTRE-POUVOIR VERSUS INFEODATION AU POUVOIR

Jouer le rôle de contre-pouvoir est par essence le premier objectif de la société civile. On l'a clamé à la CNS et on l'a souligné avec force avec l'avènement du gouvernement AFDL. Toutefois, une question se pose d'emblée. De quels atouts la société civile dispose-t-elle pour mener à bien ce rôle ou mieux comment établir une démarcation entre l'idéal professé et le réalisme, c'est-à-dire entre le rôle de contre-poids et le souci d'accommodement avec le pouvoir (la formule connue est "*contre-pouvoir, mais pas anti-pouvoir*")? Pour John Makunde qui est convaincu de l'incapacité de la société civile à s'auto-financer et sa nécessité à recourir à des tiers pour se doter des moyens financiers, la réponse est claire: elle finit petit à petit par perdre son identité initiale⁷. François Bloch-Lainé qui, en 1978, se référait aux associations en France, utilise, quant à lui, une image pour exprimer la même idée: «*tendre la main et brandir le poing en même temps n'est pas déontologiquement facile*»⁸. Pour tout dire, il s'établit inéluctablement, entre la société civile et ses bailleurs de fonds, des relations de type hiérarchique (c'est-à-dire de subordination) et non contractuel.

A juger cette affirmation à la lumière de la situation du Kivu, il y a lieu de reconnaître qu'elle comporte une certaine vérité. En effet, en dehors de l'A.CO.G.E.NO.KI qui comptait, jusqu'à un certain niveau, sur la cotisation de ses membres et la vente des produits vétérinaires, nous ne connaissons pas une autre organisation qui pouvait faire autant⁹. En plus de cet avantage qu'elle a sur les autres associations qui font figure de parents pauvres, l'A.CO.G.E.NO.KI possédait en son sein des personnalités politiques et religieuses bien impliquées dans le marché foncier et l'élevage. De la sorte, elle était bien outillée pour influencer non seulement le pouvoir central à Kinshasa

⁷ MAKUNDE, J., *op.cit.*, p.315.

⁸ BLOCH-LAINE, F., "Les associations comme contre pouvoir", *Pouvoirs*, n°7, 1978, p.68.

⁹ Une vingtaine d'associations du Sud-Kivu (O.N.G.D. & A.D.D.HO) ont relevé, à l' issue de l' atelier "Développement pour la paix" organisé conjointement par le Groupe Jérémie et la C.I.S.S. de Palerme (Italie) au Lycée Wima du 19 au 23 août 1996, comme deuxième grand défi "leur incapacité de s'auto-financer", voir NINO, R., BUHENDWA, D., et BUCYALIMWE, M., *Rapport-synthèse*, Bukavu, le 23 août 1996, p.1.

et provincial à Goma, mais aussi la hiérarchie des Eglises catholique et adventiste, les autorités coutumières et militaires locales. Loin d'être une affaire de supputation, l'influence de l'A.CO.G.E.NO.KI a été forte dans la politique locale depuis sa création dans les années 1970 et dans la Commission Régionale de Pacification (sa mise en place en mai-juillet 1993, son organisation et sa conduite). L'instrumentalisation des forces armées (cantonnées dans la région dès l'installation de cette commission) par l'A.CO.G.E.NO.KI a même été fustigée¹⁰. L'influence des responsables de l'A.CO.G.E.NO.KI reste aussi réelle dans l'ordre A.F.D.L. et R.C.D. Les autres organisations, O.N.G.D. (C.A.B.¹¹, A.D.I.Kivu, T.S.T., Groupe Lubunga, A.CO.D.R.I.G.E.A.D., S.I.KASH, S.I.D.E.M, B.E.C.A., S.I.B.U...) et A.D.D.HO., dépendent de l'extérieur pour leur fonctionnement. D'autres ont, en plus, bénéficié d'un coup de pouce de la part des Eglises à leurs démarrages ou à un moment de leurs parcours. C'est le cas de l'E.Z.E. avec le Groupe Milima, de l'E.C.Z. avec le P.L.D., le diocèse de Goma avec G.R.A.C.E. et A.M.I.CO.R. Il ne faut pas oublier aussi l'organisation "H.D.L.J." qui est "*au service des Eglises protestantes pour les droits humains et la paix*" et les Commissions diocésaines "Justice et Paix". Grâce à l'aide extérieure, elles sont financièrement indépendantes de l'Etat; mais, cela ne leur permet pas d'être un contre-pouvoir de taille.

A cet aspect financier, s'ajoute la dimension politique per se. La cooptation de certains animateurs de la société civile par l'autorité politique ou leur aspiration à l'exercice de fonctions politiques ne sont pas exclues. On l'a vu du temps de Mobutu et aujourd'hui avec Kabila. Au départ, il se pose le problème de principe dans le chef des membres de la société civile, la difficulté de concilier les ambitions personnelles (enrichissement et/ou promotion politique) et l'intérêt collectif ou l'éthique de la société civile, s'il en existe une au moins. On constate, par exemple, que depuis 7 ans, certains membres de la société civile se sont engagés dans l'exercice du pouvoir (voir le tableau 2 en annexe). Et peu d'entre eux ont démissionné de leurs associations une fois devenus responsables politiques. On trouve dans ce tableau des cas d'espèces qui, examinés individuellement, permettraient de jauger la crédibilité de la société civile. Toute proportion gardée, la défection des cadres de la société civile a été stigmatisée avec amertume au Sud-Kivu et condamnée sous forme d'aveu lors de la réunion de l'Assemblée Générale du C.N.O.N.G.D. tenue à Lubumbashi du 22 au 26 septembre 1997. Il a été constaté notamment que «le

¹⁰ GOUVERNEMENT DE TRANSITION DE LA REPUBLIQUE DU ZAIRE, *Conflits politico-ethniques au Zaïre. Livre blanc sur la situation des droits de l'homme dans les provinces du Shaba (Katanga) et du Nord-Kivu*, Kinshasa, Ministère de la Communication et Presse, 1993, p. 31.

¹¹ Le Comité Anti- Bwaki sort du lot à la fois par son ancienneté et son influence sur le terrain; le projet d'élevage qui vient d'être lancé à la Ferme de Mulume Munene ne manquera pas de consolider davantage sa position, s'il ne souffre pas des affres de la guerre R.C.D.-Mayi- Mayi.

départ de certains cadres «[de la société civile] vers la politique ou l'administration» ou la tendance d'autres «à avoir un pied dehors [politique] et un pied dans le mouvement [associatif] met en péril la neutralité politique du mouvement »¹². Si ceux-ci défendaient le programme de la société civile dans le gouvernement et l'administration, ces plaintes ne se justifieraient pas. Chacun y joue sa carte personnelle comme les membres des partis politiques l'ont fait depuis 1990. Tout comme ces derniers sont devenus l'ombre d'eux mêmes, il y a à parier que sans changement de tir à ce niveau, la société civile risque de décevoir si elle ne l'a pas déjà fait. Le Dr. Werner Schuster a dit récemment que «le gouvernement allemand a des problèmes pour identifier des interlocuteurs valables en RDC aussi bien dans la classe politique que dans la société civile»¹³. Les rencontres d'Anvers (janvier 1999), de Bonn (février 1999) et de Parma (fin avril-début mai 1999) illustrent au-delà de la volonté affichée un malaise qui règne et traduisent trois courants en gestation au sein de la société civile.

Dans la panoplie des faits qui méritent l'attention, il y a lieu de mentionner "l'effet Birindwa". Désigné par Mobutu le 29 mars 1993 pour diriger le gouvernement de transition, Faustin Birindwa dirigea un gouvernement qui, investi le 4 avril 1993, fut remplacé le 7 juillet 1994¹⁴ par le gouvernement Kengo (juillet 1994-mars 1997). La décision de Birindwa de rompre d'avec son compagnon de combat (Tshisekedi) et de collaborer avec Mobutu suscita une réaction mixte. Elle fut accueillie avec enthousiasme par certains kivutiens, essentiellement ses frères du village (Ngweshe), qui estimaient qu'il fallait l'appuyer en tant que premier ressortissant du Kivu à détenir le poste de chef de gouvernement depuis l'indépendance en 1960. Il était, par contre, violemment pris à partie par ceux qui l'accusaient d'avoir trahi la lutte révolutionnaire en faisant même de lui un taupe que Mobutu aurait injecté dans la direction de l'U.D.P.S. pour la déstabiliser. Comme si Mobutu avait compris la fragilité du radicalisme sud-kivutien, le choix qu'il porta sur Birindwa eut un double effet: il fit sauter en éclats la section de l'U.D.P.S. au Sud-Kivu (aile Magabe vs aile Karhebwa) et précipita la division de la société civile. Suspicion et réticence dans la critique du gouvernement Birindwa furent, à côté d'autres problèmes dont l'analyse ressort du cadre de cette étude (le financement du bureau de la société civile conditionnée par la présence de l'une ou l'autre personne à sa tête, l'affaire de la Radio Maendeleo, la lutte entre les acteurs qui privilégient l'accompagnement du combat populaire et ceux dont la protection des affaires est la priorité...), une source de malaise qui était vécu au

¹² Eléments repris dans *REC/Z- Info* n°2/97 du 26 mai 1997, p. 10; n°6/97 du 5 novembre 1997, pp. 6-7.

¹³ KIRHERO, N.A., *Rapport de mission de lobbying de la société civile – étape d'Allemagne* (18-22 janvier 1999), Bukavu, le 27 janvier 1999, p. 4.

¹⁴ *Zaire-Afrique*, n°276, juin-juillet-août 1993, p.386; n° 287, septembre 1994, pp. 444-445.

quotidien. Le résultat fut le changement du bureau de coordination de la société civile en 1995. Minée par des conflits internes qui trouvaient un ferment dans la géopolitique et les rivalités inter-ethniques, la société civile du Sud-Kivu fut paralysée jusqu'à l'irruption de l'A.F.D.L. L'intolérance, les tensions et les affrontements dans les Universités de Bukavu (I.S.P., I.S.D.R., I.S.T.M., U.E.A., U.C.B., C.U.B., I.S.G.E.A.) furent l'expression de ces deux maux et le baromètre d'une nouvelle réalité (Bukavu cessait d'être petit à petit le joyau habituel de la convivialité). Le contrôle de celles-ci par un seul groupe ethnique, fruit de la politique des Eglises, du premier ministre Faustin Birindwa et de Mushobekwa Kalimba wa Katana (ministre de l'E.S.U. au sein du gouvernement Kengo) n'était pas de nature à assainir l'atmosphère. Il ne nous paraît donc pas exagéré de dire que la société civile du Sud-Kivu était moins unie qu'elle n'apparaissait à la chute de Mobutu et au début du contrôle du Kivu par les alliés ougandais, rwandais et burundais de Laurent Kabila. Jugé incapable de faire face aux défis posés par l'ordre A.F.D.L., le bureau de coordination de la société civile mis en place en 1995 fut également remplacé en 1997. Celui qui fut mis en place à cette occasion connaît de grands problèmes, surtout avec l'administration R.C.D. dont la sympathie va vers des individus au sein de la société civile; ceux-ci sont des collaborateurs privilégiés par rapport aux membres du bureau de coordination dont les prises de position sont souvent mal vues. Divisée en collaborationnistes et non-collaborationnistes, la société civile suscite une méfiance de plus en plus manifeste au sein de la population. Un collègue l'a confirmé récemment en nous disant qu'avant de quitter Bukavu pour une réunion en Europe, la population leur avait fait cette mise en garde: «*Musiende kutuuzisha kule*» (n'allez pas nous vendre là-bas).

Au Nord-Kivu où l'opposition autochtones-“allochtones” est très forte, les membres de la société civile ont plus travaillé dans l'ombre des autorités coutumières, religieuses et politico-administratives. Cette collusion a été dénoncée plus d'une fois. Par exemple, Batabiha Bushoki faisait de Kalumbo Mbogho et Bamwisho les autorités des “autochtones”, et Christophe Moto Mupenda celle des “Banyarwanda” (il faisait sans doute allusion au fait qu'il était proche du groupe A.CO.G.E.NO.KI), alors que G.R.A.C.E. pointait du doigt la complicité des deux premiers avec le G.E.A.D. dans certains dossiers¹⁵. Les autorités coutumières et religieuses sont davantage engagées dans la promotion des agendas ethniques. Nous nous limitons ici à quelques exemples qui, choisis parmi tant d'autres, illustrent bien cette assertion.

La plupart des autorités coutumières Hunde appartiennent à la mutualité Bushenge Hunde; elles la dirigent même. Ainsi, s'insurgent-elles contre leurs

¹⁵ BATABIHA, B., *Memo sur les affrontements ethniques à Masisi-Walikale*, Goma, le 8 décembre 1993, pp.1-2; G.R.A.C.E., *op.cit.*, pp.11-12.

homologues qui s'en montraient indifférents: «*Bahati na Musheshe: Hivi hawapendi kujiunga nasi wa Shenge Hunde, siku vita itaanza nao tutawafukuzwa*» (Bahati et Musheshe: Comme ils ne veulent pas s'associer à nous membres du Shenge Hunde, nous les chasserons aussi quand la guerre va commencer)¹⁶. Cette position n'est pas différente de celle de «*certaines politiciens Hunde et Nyanga dont le grand rêve est l'expulsion massive des Banyarwanda du Kivu*»¹⁷. Le rôle de toutes ces autorités et tous ces politiciens dans la guerre de 1993 se trouve ici justifié. Il faut rappeler que celle-ci a commencé aux centres administratifs, le poste d'Etat de Ntoto (Walikale) dirigé alors par Amisi Mutshinya¹⁸ et le chef-lieu de la zone de Masisi. Dans le premier cas, les massacres ont eu lieu dans le fief de la C.E.P.ZA. dirigée par les Nyanga et Hunde¹⁹. L'implication de cette Eglise dans la guerre aux côtés des combattants Nyanga et Hunde fait aussi l'objet des griefs du groupe Gasana Ndoli²⁰. Le cas de l'Eglise catholique de Goma est peut-être le plus éclairant. La répartition des postes de direction dans les services-clés du diocèse pendant la guerre de Masisi, 1992-1994 (voir le tableau 3 en annexe) reflète bien une politique discriminatoire. La quasi totalité des 15 services-clés sont confiés à une seule communauté, les Tutsi. Dans ces conditions, toutes ces autorités coutumières et religieuses travaillent étroitement avec les organisations de développement et des droits de l'homme qui leur sont ethniquement proches. Celles-ci se sont divisées selon les camps d'influence (le G.E.A.D. dans le camp Kalumbo-Bamwishi, du Bushenge Hunde, de la C.E.P.ZA. et de l'E.N.A., cfr. infra; l'A.CO.G.E.NO.KI., l'A.CO.D.R.I., l'A.M.I.CO.R., G.R.A.C.E., le G.R.A.R. dans le camp de l'évêché de Goma...) et ont fonctionné dans l'ensemble comme des mutualités ethniques. La composition quasi monoethnique est un autre facteur non négligeable. L'impact d'une telle connexion est que les critiques des O.N.G.D. et A.D.D.HO. étaient plus orientées vers Mobutu et ses représentants locaux comme si d'autres responsables étaient sans reproche. D'où le "consensus du silence" face aux abus commis par certaines autorités coutumières et religieuses, l'enlisement dans des chicanes et intrigues qui font de la société civile du Nord-Kivu une

¹⁶ SHENGE HUNDE, *Rapport de la réunion tenue à Pinga du 19 au 21 juin 1986*, p.1, décision n°7.

¹⁷ MUHIMA, E., *Un guépier mortel pour le Nord-Kivu*, Kinshasa, mai 1993, p.1. François-Xavier Nzabara Masetza est plus explicite. Il cite les noms de ces politiciens qui, entre décembre 1992 et mars 1993, ont incité les Hunde, Nyanga et Tembo à la guerre par leurs discours incendiaires: Shomwa Mwongera, Biritsene Kahunga, Bakungu Mithondeke, Kalinda Ndandu et Rachidi, voir "La guerre dans la zone de Masisi", *Dialogue*, n°192, août-septembre 1996, p.51.

¹⁸ GOUVERNEMENT DE TRANSITION, *op.cit.*, p.32.

¹⁹ G.R.A.C.E., *op.cit.*, p.4.

²⁰ GASANA, N. et al., *Poursuite des massacres dans les zones de Masisi et de Rutshuru. Troisième rapport envoyé au Ministre de l'Intérieur à Kinshasa*, Goma, le 05 avril 1993, p.3.

ombre par rapport à sa partenaire du Sud-Kivu.

3. DÉMOPHILIE VERSUS DÉMAGOGIE

«*Au nom du peuple*». Tout le monde, militants du R.C.D. et supporters du gouvernement Kabila, s'en réclame. Mais, la réalité est tout autre sur le terrain comme l'Archévêque de Bukavu, Mgr Emmanuel Kataliko, l'a démontré dans son message du 5 décembre 1998²¹. La société civile qui est supposée incarner l'opinion du peuple a-t-elle fait la différence hier? Si oui, continue-t-elle aujourd'hui à s'engager sur la même voie? Le credo de la société civile est que sa mission n'est pas de conquérir le pouvoir, mais d'assurer le bien-être de la population. En cherchant à servir la population, la société civile se pose ainsi en démophile, c'est-à-dire «*celui qui aime le peuple non pas pour s'en servir mais pour le servir*»²². Beaucoup de ceux qui se sont efforcés de vivre cet idéal de service ont été soit tués soit contraints à l'exil ou croupissent dans les geôles des dictateurs. D'autres, par contre, adoptent un profil bas et collaborent avec ces derniers avec l'ambition légitime de servir le peuple et travailler pour le changement à partir du dedans. Le défi que ceux-ci ont à relever est, dans la conjoncture actuelle où la faveur va vers la pensée unique (contrôle du discours) et où la paupérisation est une méthode de contrôle politique²³, de tous les dangers. La grande question est de savoir comment éviter d'être complice de malheurs du peuple par le silence. La situation est délicate, très délicate même, car si on n'est pas taxé d'agitateur par le pouvoir, on est suspecté d'être en collusion avec le pouvoir par le peuple. La réalité qui prévaut aujourd'hui au sein de la société civile du Kivu n'est pas tout à fait différente. La méfiance voilée du peuple vis-à-vis de certains acteurs se profile derrière cette douce mise en garde mentionnée ci-haut, «*musiende kutuuzisha kule*».

Les guerres de 1993, 1996 et 1998 ont révélé la vraie face de beaucoup d'associations. Ceux qui les ont déclenchées avaient une motivation: soit s'en servir pour promouvoir leurs propres intérêts politiques et économiques, soit servir la cause du peuple identifié naturellement au groupe ethnique auquel chacun appartient. Cette option de vouloir servir "son peuple" par le fusil était

²¹ KATALIKO, E., "Sois fort et prends courage. Espère le Seigneur. Message aux fidèles de Bukavu et aux hommes de bonne volonté", Bukavu, le 5 décembre 1998, p.1.

²² L'analyse interne de chacune des Associations reste à faire. Celle-ci devrait faire ressortir les points de vue des acteurs de développement et des bénéficiaires. Elle permettrait d'évaluer le bilan de leurs activités (gestion financière et du Personnel, réalisations socio-économiques, auto-financement éventuel non déclaré ...), de nuancer ou clarifier des points éludés ou non abordés dans cette étude.

²³ ONYANGO-OBBO, C., "Poverty as a tool of political control", *The East African*, April 20-26, 1998, p.9.

une arme à double tranchant. Personne ne se trompe là-dessus aujourd'hui étant donné que le résultat n'a pas été celui qu'on escomptait: au bonheur qu'on voulait apporter "à son peuple" s'est substituée une kyrielle de ruines et de peines. Dans les diocèses de Goma et d'Uvira, bastions des affrontements inter-ethniques par excellence, des leaders de la société civile ont toujours joué à l'apaisement et à la concorde dans les discours alors que les faits ne suivaient pas. On peut parler volontiers de la duplicité des Associations dans les guerres et campagnes de pacification.

3.1. L'Eglise Néo-Apostolique (E.N.A.)

Il est bien connu au Nord-Kivu que l'E.N.A. est l'exutoire des Hunde qui refusent d'intégrer ou désertent l'Eglise catholique qui passe pour le monopole des "Banyarwanda". Ils sont convaincus que leurs intérêts ne peuvent être promus qu'au sein de cette Eglise qui est vouée entièrement à leur cause. L'E.N.A. a participé activement aux campagnes de pacification (cfr infra): rencontres de Mweso (novembre 1993) et de Masisi (février 1994)²⁴. Elle était même co-organisatrice de cette deuxième rencontre avec le G.E.A.D. L'implication officielle de l'E.N.A. dans le processus de paix est évidente.

Son chef, l'Apôtre Tussi fut relevé de sa direction par l'Eglise-mère en France dans le contexte de la guerre de Masisi. Plus tard, précisément, dans la foulée de l'assassinat du colonel Makabe à Goma le 25 décembre 1995²⁵, il dut fuir vers le Rwanda d'où il reviendra en octobre-novembre 1996 sous le drapeau de l'A.F.D.L. Il devint le vice-gouverneur de l'administration A.F.D.L. au Nord-Kivu. A-t-il été amené dans la guerre de l'A.F.D.L. par les ambitions personnelles ou par le souci de servir ses chrétiens? La réponse est l'une ou l'autre ou les deux à la fois. Cet itinéraire est intéressant à considérer dans l'analyse du comment concilier les vertus chrétiennes et la politique, notamment la non-violence prêchée par l'E.N.A. et la violence choisie par son adhésion au mouvement A.F.D.L. pour accéder au pouvoir. Il n'a pas tardé à être déçu et à entretenir des relations tendues avec le gouverneur Léonard Kanyamuhanga Gafundi: *«Le gouverneur Kanyamuhanga n'est pas un Tutsi. Je n'ai jamais été enlevé à Gisenyi»*. Ce sont là les mots que Valentin Tussi Balume a lancés pour dissiper les rumeurs sur le conflit qui l'opposait au gouverneur et son enlèvement vers le Rwanda qui a failli tourner au pire n'eût été la protestation de la population de Goma. Le Quotidien La Référence Plus qui a repris ces propos précisait ce qui suit: *«Pourtant, l'annonce de cet enlèvement avait suscité une vive émotion dans la cité de la pierre où chacun sait que les relations entre Balume Tussi, un Hunde, et Kanyamuhanga, un*

²⁴ Rapport final des Journées de sensibilisation sur la coexistence pacifique, Z.T.M. Mweso (25-28 novembre 1993), annexe VI; Masisi (14-16 février 1994), annexe LXXVII.

²⁵ NZABARA, M. F., *op.cit.*, p.62.

Tutsi de Rutshuru, n'ont jamais été au bon fixe»²⁶. Cette déception résultait non seulement des ambitions personnelles inassouvies, mais aussi du fait qu'il n'a pas pu empêcher, malgré sa position de vice-gouverneur²⁷, que ses frères Hunde ne soient décimés par les troupes de l'A.F.D.L. et des armées ougandorwandaises au cours de leurs fréquentes incursions de "nettoyage" dans la zone de Masisi. L'alliance avec les Tutsi et le recours à la violence n'auront pas permis à ce ministre de Dieu, devenu leader politique, de servir son peuple.

3.2. Le Groupe Milima

Pour définir le Groupe Milima et le situer dans le contexte local et international, Gérard Prunier écrit: «*The Banyamulenge as well were quite successful economically and had developed large farms and ranching estates. Aware of the usefulness of contacts with the Europeans, they had created a local NGO, the Milima Group, which worked in partnership with foreigners, especially with the Belgians in the powerful Réseau Zaïre. As a result, relations with many of the local tribes (Babembe, Bafulero, Bavira) suffered*»²⁸. Selon Prunier, le Groupe Milima est une organisation ethnique, donc des Tutsi dits "Banyamulenge". Sans être l'émanation des Européens, le Groupe Milima leur doit beaucoup dans son développement, renchérit-il. Un de ses leaders est Müller Ruhimbika. Il «*a oeuvré avec ses pairs de la société civile pour la défense des droits humains au Kivu et ce, sans discrimination d'ethnies et par des méthodes non-violentes*»²⁹. Son rôle dans la Rébellion Banyamulenge I montre qu'il s'est désolidarisé de ses pairs de la société civile du Kivu et de la voie pacifique; il a adhéré à la voie de la violence qui fut mise en avant pour protéger et promouvoir les intérêts de son peuple, les Banyamulenge. S'il n'a pas pris les armes, il s'est engagé ouvertement, au moins, dans la guerre médiatique au cours des mois qui ont précédé l'émergence de l'A.F.D.L. en octobre 1996. Il a encore fait parler de lui entre janvier et avril 1998 en ne laissant aucun doute sur la résurgence d'une nouvelle guerre Banyamulenge: «*Il(Müller) ne se trouve plus dans la politique de Kabila; ce dernier est pire que Mobutu a-t-il déclaré le 22 février 1998 aux stations RFI, Radio Nederland, La Voix de l'Amérique, BBC, Radio Suisse Romande. La guerre de libération est terminée et la guerre d'occupation commence. Nous avons pour*

²⁶ "Des hélicoptères de l'armée rwandaise bombardent Masisi", *La Référence Plus*, mardi 15 septembre 1997, p.3.

²⁷ Il l'aurait abandonnée récemment.

²⁸ PRUNIER, G., *The Geopolitical Situation in the Great Lakes Area in the Light of the Kivu Crisis*, February 1997, p.3.

²⁹ BULAMBO, F.S., KARASHARIRA, N. B., et NASHI, E.M.A., *Consultation de la société civile du Kivu du 19 au 24 mars 1997 à Bonn. Lettre à Mr Helmut Hiz de la C.Z.E*, Bruxelles, le 9 mars 1997, p.1.

*cela 6000 hommes bien entraînés*³⁰. Ses défenseurs ont vu dans ces dénonciation et alerte une affabulation. La Rébellion Banyamulenge II qui a débuté le 2 août 1998 est venue confirmer les craintes de la société civile du Sud-Kivu.

Ce changement de cap par Müller et la tentative de s'imposer comme le numéro 1 dans le monde des O.N.G.D. au Sud-Kivu au lendemain de la prise de Bukavu par l'A.F.D.L. à la fin d'octobre 1996 ont suscité beaucoup de remous. Il devint d'un coup un homme très controversé. "Les têtes du monde des O.N.G.D. à Bukavu" ne pouvaient pas tolérer ses prétentions car il n'avait dirigé jusque là qu'une organisation villageoise. Ces prétentions étaient d'autant plus mal ressenties qu'elles s'inscrivaient dans la politique des Banyamulenge à contrôler tous les services importants de la Province après en avoir éjecté les anciens responsables. Il a été contraint d'y mettre fin.

Quant à la communauté Banyamulenge dans son ensemble, elle tire peut-être un bénéfice de sa victoire militaire. Mais, elle est placée devant un choix difficile: continuer à être instrumentalisée par Kigali et s'impliquer dans la politique de terreur en vigueur aujourd'hui et qui ne fait que renforcer l'hostilité et la résistance farouche des communautés voisines, ou se désolidariser d'avec ses parrains rwandais et chercher pacifiquement un "modus vivendi" avec ces dernières. Des voix s'élèvent déjà en faveur de cette deuxième alternative: *«Tout simplement, je dis: corrigeons-nous, identifions le vrai ennemi, cherchons dans l'unité les solutions pacifiques à nos problèmes sans oublier les autres tribus du Kivu, évitons les intérêts mesquins, bref construisons ensemble l'avenir de notre communauté»*³¹. Cette voix est à la fois une interpellation à *«ces leaders des libérations qui sont plus préoccupés par l'accès aux postes de responsabilité et au cumul des biens matériels personnels au détriment de la communauté Banyamulenge»*³² et un appel au réalisme et à la détente avec les autres communautés. L'analyse de Colette Braeckman confirme ses propos en insistant sur le conflit d'intérêt entre les Tutsis du Congo et leurs frères rwandais³³.

3.3. Campagnes de Pacification et Retombées

Trois mois après le déclenchement de la guerre de Masisi (juillet 1993), une Commission Régionale de Pacification fut mise en place. A cause des

³⁰ MURHOLA, F.M., RUGARABURA, E., CHIRHALWIRWA, N.G., et KYALANGILWA, J.M., *Menace d'une agression au Sud-Kivu. Une analyse de la société civile du Sud-Kivu*, Bukavu, le 6 avril 1998, p.1.

³¹ RUBERANGABO, S.E., *Memorandum aux délégués de la communauté Banyamulenge réunis en session à Bukavu sur l'avenir de leur communauté*, Bukavu, le 13 août 1998, p.4.

³² RUBERANGABO, S.E., *op.cit.*, pp.2-4.

³³ BRAECKMAN, C., "Les Tutsi congolais ont déjà perdu la guerre. Instrumentalisés par les rebelles et le Rwanda, ils risquent de faire les frais du conflit", *Le Soir*, 24 août 1998.

enjeux sous-jacents, elle fut marquée dès le départ par la fourberie et le faire semblant. Personne n'a mieux rendu compte de ce manque de franchise que Jean-Patrice Mulungula. En juillet 1993, il critiquait l'hypocrisie qui animait les membres de cette Commission (délégués de l'Etat, des mutualités et des O.N.G.D.) et manifestait son pessimisme quant à son succès éventuel³⁴. Pour faire comprendre mieux la portée de cette nouvelle donne, rappelons que la mise en place de la Commission a coïncidé avec l'éviction de Jean-Pierre Kalumbo Mbogho et Jean Bamwisho Mihia Kisasi et la nomination de Christophe Moto Mupenda comme gouverneur a.i. Les deux premiers avaient été nommés en 1992 respectivement comme gouverneur et vice-gouverneur avec le soutien de Nyamwisi Muingi. Celui-ci était alors ministre du gouvernement Nguz, président d'un parti politique (la D.C.F.-Nyamwisi³⁵), et un homme écouté de Mobutu et influent à Kinshasa et au Nord-Kivu. L'administration Kalumbo-Bamwisho était composée des membres de son parti avec une coloration autochtoniste. En effet, elle était fortement dominée par les Nande³⁶ comme lui. A l'opposé, l'administration Moto Mupenda comprenait les autochtones et "allochtones" avec une dominante Tutsi. Ce sont les Tutsi qui contrôlèrent la Province du Nord-Kivu à travers Moto Mupenda jusqu'à l'avènement de l'A.F.D.L. En novembre 1996, celui-ci fut remplacé par un de ses conseillers, Léonard Kanyamuhanga Gafundi (Tutsi)³⁷. Il est l'une des figures de proue dans la tutsisation de l'administration du Nord-Kivu en général, des chefferies Bwisha et Bwito (Rutshuru) en particulier.

Présidée par le gouverneur Moto Mupenda, cette Commission a mis en place des Comités de paix dans les différents groupements à l'intérieur des zones rurales cibles, notamment Masisi et le Bwito (Rutshuru). La désignation et l'affectation des membres de ces Comités devaient avoir l'aval préalable du leadership Tutsi de Goma. Ils fonctionnaient ainsi sous la haute

³⁴ MULUNGULA, J.P., "La mission de la Commission de Pacification dans l'impasse", *Bulletin du Souverain Primaire*, 16 au 31 juillet 1993, pp.10-11.

³⁵ Au départ, Nyamwisi était vice-président de la D.C.F. qui était présidée par Ngoma Binda. Quand les deux ont eu de divergences de vue (le Prof. Ngoma Binda était dans l'opposition et Nyamwisi dans la mouvance présidentielle), le parti s'est scindé en deux: D.C.F.-Ngoma et D.C.F.-Nyamwisi. Le fief de l'aile Nyamwisi fut le Nord-Kivu.

³⁶ A titre d'exemple, Kalumbo (gouverneur), Kahanya Kimuha Tassi (commissaire urbain), Kinanga Kimetya (commissaire titulaire de la zone urbaine de Karisimbi), Manopi (commissaire assistant de la zone urbaine de Goma), tous les commissaires titulaires des trois zones rurales (secouées par les violences ethniques), Musokoni Matambazi (Rutshuru), Dunia (Masisi), Katsuva Terya (Walikale), voir MULUNGULA, J.P., *op.cit.*, pp.10-11; RUGENERA, M.B., "Massacres des paysans. Des centaines des Hutu et Tutsi tués dans le Kivu", *Umoja*, 22 avril 1993, p.2.

³⁷ Auparavant, il avait été successivement commissaire de zone de l'île Idjwi et délégué-responsable du parti unique, le Mouvement Populaire de la Révolution, à Rutshuru. Ces deux régions sont aujourd'hui la plaque tournante dans l'exécution de la politique du gouvernement F.P.R. au Kivu.

surveillance de ce dernier. En dehors des tournées de sensibilisation qui consistaient en un entretien direct entre la délégation de cette Commission et les populations cibles, des journées de réflexion sur la réconciliation et la coexistence pacifique furent organisées. Celles-ci visaient à établir, pour reprendre l'expression de Batabiha Bushoki, «*le dialogue entre les communautés par ONGD interposées*»³⁸. Les journées de réflexion du Z.T.M. Mweso du 25 au 28 novembre 1993 étaient organisées par l'A.CO.D.R.I. et le B.D.D.O.S. à travers le doyenné de Mweso³⁹, celles de Masisi (14-16 février 1994) par le G.E.A.D. et l'E.N.A.⁴⁰. Plusieurs constats se dégagent. Les organisateurs de Mweso sont des Tutsi et la plupart des participants venaient des collectivités de Bwito (Rutshuru) et de Bashali (Masisi). Ceux de Masisi sont des Hunde et les participants, de loin plus nombreux que ceux de Mweso, appartenaient aux collectivités des Bahunde, d'Osso et de Katoyi. Les représentants de quelques groupements contigus de Walikale (Ihana, Kisimba, Ihula) y furent associés.

A l'issue de ces Journées, plusieurs recommandations furent faites. Celles-ci restèrent pratiquement lettre morte. Jusqu'en février 1994, aucune autorité politico-administrative, coutumière et sécuritaire, et encore moins les masses paysannes n'avaient été contactées dans le cadre du suivi des recommandations de Mweso⁴¹. Il n'y a pas des preuves que cela l'ait été après les Journées de Masisi. A supposer même que toutes les conditions aient été remplies et les moyens réunis, avec quel degré d'honnêteté ces recommandations pouvaient-elles être appliquées efficacement, dans un contexte où «*chacun tire la couverture de son côté*»⁴², «*des membres des ONGD et des Eglises se sont rangés selon leur obédience tribalo-ethnique*»⁴³? En fait, le vouloir vivre ensemble s'émoissait au sortir des salles des travaux et chacun allait poursuivre la lutte soit sur le champ de bataille soit dans les bureaux de la capitale provinciale (Goma), les chefs-lieux des zones, des collectivités et des groupements.

Le résultat n'était pas, bien sûr, des plus encourageants. Jean-Marie Muhonghya Katikati l'a résumé dans une formule remarquable: «*Les groupes antagonistes sans aboutir à la paix des coeurs, établissent un accord sur leurs désaccords*»⁴⁴. Des armes rendues aux membres de la Commission de

³⁸ BATABIHA, B., "Lettre envoyée au nom du GEAD aux animateurs d'autres ONGD à Goma, le 28 janvier 1994", *Rapport final des Journées de réflexion*, Masisi (14-16 février 1994), annexe 1.

³⁹ *Rapport final des Journées de réflexion*, Z.T.M. Mweso, Annexe I, pp.3 et XX.

⁴⁰ *Rapport final des Journées de réflexion*, Masisi (14-16 février 1994), pp.9, LXXIV-LXXVII.

⁴¹ *Ibid.*, pp.XIX-XX.

⁴² TULINABO, A., "Après Masisi et Walikale, Rutshuru s'enflamme", *Bulletin du Souverain Primaire*, 16 au 31 juillet 1993, p.9.

⁴³ MUHONGHYA, K.J.M., *op.cit.*, p.48.

⁴⁴ MUHONGHYA, K.J.M., *op.cit.*, p.49.

Pacification par certains camps se retrouvaient comme par enchantement dans les camps opposés; des violences et une répression sélective orchestrée par l'administration provinciale et locale se sont poursuivies entre juillet 1993 et juillet 1994 contrairement à la thèse de l'accalmie générale qu'on tend à faire accréditer pour cette période⁴⁵. Certains présidents des comités de paix et chefs coutumiers se retrouvaient à la tête des milices dans plusieurs endroits (Bwito Nord et Sud, Miandja, Nyamitaba (...)). Les activités du F.P.R. se poursuivaient avec plus d'intensité au Kivu et les O.N.G.D. Tutsi y auraient joué un rôle non négligeable. Des raisons et facteurs favorables ne manquaient pas. Les Tutsi étaient les grands maîtres du jeu. Comme on a pu le montrer plus haut, ils contrôlaient l'administration Moto Mupenda, l'Eglise catholique du diocèse de Goma (ajoutons l'Eglise adventiste dont la base était constituée par les Hutu et les Nande, la direction coiffée par les Tutsi), les principales O.N.G.D. (A.CO.G.E.NO.KI., A.CO.D.R.I., A.M.I.CO.R., G.R.A.R.), le B.D.D.O.S., la Commission diocésaine "Justice et Paix", la Commission Régionale de Pacification. En même temps qu'ils distillaient en leur faveur le discours à travers tous ces créneaux, ils s'appuyaient sur le Haut-commandement de l'armée en stationnement dans la Province. Les positions acquises avant 1990 au sommet de l'appareil de l'Etat et dans les grandes entreprises du pays leur permettaient d'être écoutés par Mobutu, le gouvernement Birindwa (avril 1993-juillet 1994) et celui de Kengo (juillet 1994- mars 1997). Ce sont ces atouts qui, exploités par les gouvernements de l'Ouganda, du Rwanda, du Burundi et de leurs gouvernements amis en Occident ont plus facilité le terrain à l'A.F.D.L. que le désir populaire de voir Mobutu céder le fauteuil présidentiel, dès l'afflux des réfugiés Hutu rwandais en juillet 1994⁴⁶. Sinon l'actuelle mainmise étrangère sur le pays s'expliquerait difficilement.

Il est clair que les campagnes de pacification (1993-1996) ont accouché d'une souris. Les Hunde, Hutu, Nyanga et Tembo y ont joué le jeu de dupe. C'est aussi vrai, quoique partiellement, pour les Nande qui, avant "l'opération Mbata" en mai 1996, considéraient la guerre de Masisi comme la guerre des autres. Tous sortirent désarçonnés de la guerre A.F.D.L.. Beaucoup de membres des comités de pacification n'échappèrent pas à la solution finale qu'elle a appliquée. Les Nande ne cachent plus aussi leur déception, eux qui avaient participé activement dans la guerre de l'A.F.D.L.⁴⁷. La L.I.C.O.R. et la

⁴⁵ Des combats furent annoncés au Bwito et à Masisi en Janvier 1994 (*Rapport final des journées de Masisi*, annexe 1), entre mars et juin 1994 (NZABARA, M.F.X., *op.cit.*, p.57).

⁴⁶ Les rebelles "kasindiens" (basés jusque là dans les monts Ruwenzori) furent envoyés dans la zone de Masisi avec la complicité du Président ougandais Museveni, voir NZABARA, M.F.X., *op.cit.*, p.60.

⁴⁷ KASONIA, K.D., et al., *Memorandum du peuple Nande sur les massacres et violations des droits de l'homme par Kabila et ses alliés à Beni, à Butembo et au Kivu en général, en République Démocratique du Congo*, Bruxelles, mai 1998, pp.3-4.

Commission de la Pacification (septembre 1997), qui auraient fonctionné sous l'encadrement du gouverneur Kanyamuhanga, de Kasuku et Ngezayo, ont débouché sur une situation identique. Des animateurs de la société civile se sont retrouvés au front dans la guerre du R.C.D. avant d' occuper des positions importantes dans son administration. Même dans le rang des "vainqueurs" Tutsi, tous ne jouissent pas de délices de la victoire. Nous songeons à toutes ces familles qui sont dans les camps au Rwanda ou qui sont au Kivu, mais ne peuvent pas regagner leurs propriétés à cause des violences qui sévissent dans l'hinterland. Comme pour les Tutsi du Sud-Kivu (Banyamulenge), ce sont les leaders Tutsi du Nord-Kivu qui tirent profit des "libérations". Dans le camp des "vaincus" et celui des "vainqueurs", le peuple a été piégé dès le départ et sacrifié en fin de compte.

4. DISCOURS RASSEMBLEURS VERSUS PRATIQUES DISCRIMINATOIRES

Lorsqu'on lit tous les discours sur la crise de la Région des Grands Lacs en général et au Kivu en particulier, on voit une constante: la division des gens en "modérés" et "extrémistes"(des voix de plus en plus nombreuses tentent de lui substituer un terme beaucoup plus fort, celui "d'intégrisme"). Ce cliché est récupéré par certains membres de la société civile: *«Au Kivu, il importe d'appuyer des mesures de bonne gouvernance et de gestion macro-économique transparente pour éviter la privatisation de la violence et la marginalisation des dirigeants de la société civile, ce qui ne ferait que privilégier les extrémistes de tout genre»*⁴⁸. Si nous pouvons nous permettre l'extrapolation, nous concluons, à partir de ce constat-requête, que le leadership de la société civile est crédité ou se crédite du terme "modéré". Ceci est-il vrai ou se trouve-t-on, comme à l'accoutumée, face à un discours destiné à la consommation occidentale? Peu importe la réponse qu'on peut en donner. L'essentiel est de reconnaître que ce genre de qualification voile souvent certaines réalités qu'on ne peut cerner que si l'on parle des faits tout court. Il y a des leçons du passé à retenir dans le monde politique. En 1960, Mobutu fut élevé à la magistrature suprême de l'Etat parce qu'il était le chef du *«groupe modéré de Léopoldville»*⁴⁹. Homme fort de l'anti-communisme en Afrique, il fut un facteur de déstabilisation en Afrique Australe. Sur le plan intérieur, il pratiqua, pendant environ quatre décennies de règne, une politique discriminatoire et divisionniste dont les effets sont encore perceptibles en ces jours. La triste fin de son long règne et de sa vie a été l'objet de beaucoup de commentaires ces derniers temps. Tout récemment, on faisait passer Bizima

⁴⁸ REC-Info, n° 3/98 du 13 mars 1998, p. 8.

⁴⁹ GENDEBIEN, P.H., "L'interférence des politiques nationales dans l'action des Nations-Unies au Congo", *Cahiers Economiques et Sociaux*, Kinshasa, juin 1966, p.439.

Karaha, à côté du Dr Sondji, pour l'homme modéré du gouvernement Kabila. Aujourd'hui, il est l'un des chefs d'une guerre anti-Kabila; une guerre qui, selon les témoins de terrain et crédibles, a brisé les efforts de la reconstruction nationale⁵⁰ et vise à imposer la domination des uns (Tutsi) sur les autres par les armes⁵¹. A côté du Kivu, les modérés d'hier (Twagiramungu alias Rukokoma, Nkubito, Sendashonga et Nkuriyngoma) sont devenus les extrémistes d'aujourd'hui. Mr Elie Mpayimana dessine le Président Bizimungu et le vice-Président Kagame avec des coups de balai pour justifier leur exclusion du gouvernement de l'Union Nationale⁵². Déchets à jeter dans la poubelle⁵³, telle est l'expression qu'il utilise pour qualifier ces modérés-extrémistes, expliquer la tournure des événements et le virement d'alliance dans ce pays voisin qu'est le Rwanda.

La situation de la société civile n'est pas l'exception à la règle. Mais, nous voudrions placer son illustration à un autre niveau, à savoir la gestion des problèmes majeurs du Kivu. A en croire ses interlocuteurs, Patient Bagenda Balagizi soulignait en 1994: «*L'ennemi aujourd'hui ce n'est pas l'autre ethnie voisine, mais le système mobutiste qui s'est caractérisé par une irresponsabilité inimaginable vis-à-vis des citoyens zaïrois. Ainsi, le problème d'ethnie, de la nationalité peut se régler politiquement*»⁵⁴. Il nous semble que ce discours est futuriste. Bagenda indique bien que ces problèmes, nous y ajouterions d'autres (spoliation foncière, gestion de la transition vers la troisième République, régionalisme...) ont été mal gérés. Comment peut-on l'expliquer alors que nombreux au Kivu sont ceux qui, à l'instar des leaders de la société civile, se disent modérés. De toutes les façons, le discours autochtoniste et son corollaire, la xénophobie, ne sont pas l'apanage des seuls politiciens. Il suffit de lire la déclaration de politique générale de la société civile du Nord-Kivu à la C.N.S. pour en savoir plus. Si on n'a pas réussi, depuis des décennies, à faire preuve de plus de rationalité pour trouver un consensus général sur les problèmes majeurs de la région, on se demande finalement qui est modéré et qui ne l'est pas. Est-il celui qui dit oui quand il faut le dire ou celui qui dit oui quand il faut dire non? Celui qui concilie l'idéalisme et le réalisme ou celui qui sacrifie le premier au profit du second? Celui qui est l'homme de compromis et de rassemblement ou celui qui joue au

⁵⁰ C.E.N.C., «*Conduis nos pas, Seigneur, sur le chemin de la paix* (Lc1,79). *Message des Evêques catholiques de la République Démocratique du Congo aux fidèles et aux hommes de bonne volonté*», Kinshasa, le 5 novembre 1998, p.1; MAGABE, C., *La situation socio-politique du Sud-Kivu au lendemain de l'invasion rwandaise* (2 août 1998), Communication, Séminaire du REC, Bruxelles, le 17 décembre 1998, p.2.

⁵¹ KATALIKO, E., *op.cit.*, p.1.

⁵² MPAYIMANA, E., «*Abadacumura*», *L'ère de liberté*, n°38, décembre 1998, pp.1 et 4.

⁵³ La poubelle rwandaise ou «*ingarani*» est constituée d'un trou où on dépose pour de bon toutes les immondices.

⁵⁴ BAGENDA, B.P., *op.cit.*, p.23.

compromis en entretenant la division? En outre, ceux qui s'appellent modérés ou utilisent ce terme, ne font-ils pas preuve eux-mêmes d'extrémisme et d'exclusion lorsqu'ils refusent de s'associer ou de dialoguer avec ceux qu'ils qualifient d'extrémistes? Il n'y a pas de critère objectif qui permet d'établir une ligne de démarcation entre les deux catégories. Tout repose sur le sentiment et relève donc de la pure subjectivité. Appliqué à Mobutu et à d'autres personnes évoquées ci-dessus, le vocable "modéré" revêt un caractère purement idéologique et sert d'instrument de domination. Son usage abusif dans le contexte local au Kivu est plus un facteur de division que de réconciliation; il sert d'ingrédient permanent dans la bipolarisation socio-politique en opposant les "bons" ("modérés") d'un côté, et les "mauvais" ("extrémistes/intégristes") de l'autre côté. Souvent, un camp en conflit est présenté en dualité modérés-extrémistes et le camp antagoniste en bloc homogène des modérés. C'est bel et bien le principe de "*divide ut imperes*" qui est ici à l'oeuvre.

Le retour au multipartisme en 1990 a vite tourné en dérapages. La xénophobie anti- "allochtone" et anti- non originaire (connu dans le jargon local sous le terme "*mukuyakuya* ") a monté d'un écran. Le front "autochtoniste" au Nord-Kivu a dû exclure les non originaires de la liste des participants à la C.N.S., contrairement au Sud-Kivu où ils firent partie de la délégation provinciale. Ce front n'a pas tardé à se disloquer une fois à Kinshasa. Les Hunde, Nyanga, Nande et Tembo avec Kaseso (Président de la Société Civile) comme chef de file contestèrent la nationalité de leurs alliés Hutu du Bwisha. Le "procès Kaseso" fut l'expression concrète de cette dislocation⁵⁵. Cet affrontement ne s'est pas limité à la capitale; il fut transposé à la base. Nous pouvons rappeler quelques faits graves que le Nord-Kivu a vécus alors: la lutte sans merci pour le contrôle des Divisions Régionales, les nouvelles institutions universitaires, notamment l'I.S.C. (Prof. Ruriho évincé), l'I.S.T.A. à Goma, l'I.S.P.-Rutshuru (Ntamabyariro vs Kaligho vs Habimana) et l'I.S.E.A.F. à Mweso/Sake, l'expulsion des Banyabwisha de Beni-Lubero(...).

Un autre trait commun à plusieurs associations est la discrimination dans le recrutement et le mode de fonctionnement. Les préférences sont accordées aux proche-parents, aux membres de son groupe ethnique, aux voisins du village ou de la colline⁵⁶ sans oublier le critère d'amitié qui est universel et aussi bon que nocif dans la sélection des collaborateurs. A la longue, les associations s'identifient à la colline ou la région d'origine, à la

⁵⁵ NGABU, F., "*Massacres de 1993 dans les zones de Walikale et de Masisi*", *Dialogue*, n° 192, août-septembre 1996, p.37.

⁵⁶ Tout paraît normal à ces micro-niveaux étant donné la spécificité du cadre spatio-culturel dans lequel chaque association opère. Le problème se pose au niveau du refus de l'autre à l'échelon provincial ou dans une région pluri-ethnique.

famille ou au groupe ethnique; le revers d'une telle situation est que le leadership de la société civile a du mal à raisonner, agir et se faire connaître en dehors de ce cadre. La société civile devient ainsi un nouveau microcosme des leaders ethniques; beaucoup parmi eux peuvent jouir d'une grande renommée à l'extérieur parce qu'ils participent à toutes les rencontres internationales et gèrent rationnellement les fonds qui sont alloués à leurs associations alors que localement ils ne représentent peut être pas grand chose en dehors de ce cadre restreint. Promouvoir un leadership qui s'émanciperait de cet esprit villageois et sectaire, tel est le défi majeur dont on parle le moins. Et en attendant que ceci se concrétise, le discours rassembleur reste une parade et la collusion des frères dans le monde politique et la société civile une source de pratiques discriminatoires.

5. CONCURRENCE LOYALE VERSUS RIVALITE DELETERE

Le mot O.N.G.D. évoque, pour bien de gens au Kivu, argent et club d'amis. Il y a là une dimension de la politique générale des O.N.G.D. qui saute aux yeux. Dans les rapports entre les O.N.G.D. européennes et/ou américaines et les O.N.G.D. des pays en développement, la crédibilité est le maître mot du partenariat. Le Nord choisit donc ses partenaires dans le monde associatif du Sud sur base de ce critère. Or, la crédibilité d'une association est, en principe, fonction des qualités de ses animateurs. C'est pourquoi la confiance est donnée à des individus qui chapeautent les associations de la société civile. Ces derniers constituent les réseaux locaux ou mieux les relais d'opération pour les acteurs extérieurs. Une telle politique entraîne parfois des situations qui sont perçues localement comme anormales. Parmi celles-ci, nous pouvons citer la tendance à identifier l'association à un individu ou la société civile à quelques têtes. D'où la question fréquente: «*qui est membre de la société civile et qui ne l'est pas?*». Au lieu de se considérer comme le "primus inter pares", le partenaire crédible (chef de l'association) pense qu'il "est au-dessus de la mêlée". Cette attitude est dictée par trois facteurs. D'abord, il prend l'association comme une affaire personnelle car il en est souvent le fondateur. Ensuite, il n'a pas de compte à rendre à la base. Enfin, il se sent fort et rassuré par le soutien moral, matériel et politique de son parrain ou de ses parrains du Nord. Ainsi, est-il tenté d'adopter, comme cela est vécu à Bukavu et à Goma, des allures dictatoriales et de se comporter en démocrate de façade. A ce stade, il y a risque d'entrer en conflit avec d'autres acteurs de la société civile qui sont dans la même situation, ont les mêmes ambitions, sont engagés dans une concurrence pour la promotion de leurs associations respectives dont l'idéologie et la philosophie ne sont pas nécessairement identiques. Cette concurrence n'est pas toujours loyale. La promotion des uns passe par l'anéantissement des autres. Si ce genre des cas n'est pas

fréquent, des rivalités non constructives sont régulières. En voici deux exemples.

5.1. Rivalité G.R.A.C.E.-G.E.A.D. dans le cadre de la guerre de Masisi.

Quand la guerre de Masisi faisait rage dans la zone de Masisi et le Bwito en zone de Rutshuru en mai-juin 1993, G.R.A.C.E. a décidé d'organiser un colloque, en collaboration avec le C.R.O.N.G.D., le G.E.A.D., le B.D.D.O.S., l'A.CO.D.R.I. sur la coexistence pacifique entre les ethnies. Aux dires des responsables de cette O.N.G.D., les préparatifs et les concertations avec le commissaire urbain Kahanya étaient en cours lorsque l'autorité provinciale décida de ne pas autoriser la tenue de ce colloque. Ils ont vu la main de Biritsene Kahunga, vice-Président du G.E.A.D. et Conseiller de la République, derrière ce boycottage: *«Me Mudumbi, Président du Comité de pilotage ira voir le commissaire urbain (11 juin 1993 dans la matinée) pour lui remettre le complément des documents du colloque. Il lui fera part des entretiens avec Bushoki, Président du CRONGD et Secrétaire Général du GEAD qui disait qu'il ignorait tout des démarches entreprises par un groupe pour la suppression du colloque. C'est alors que le commissaire urbain dira qu'il manque de sincérité dans le Comité. Il informera Me Mudumbi que juste après les entretiens qu'il (Mudumbi) a eus avec lui à l'Hôtel de ville, Mr Biritsene l'a visité pour lui dire qu'il était invité comme intervenant au colloque mais qu'il s'investissait dans la suppression du colloque. Il informera aussi que d'autres gens l'ont vu pour lui dire qu'ils ont été informés par Mr Bushoki que le vice-Gouverneur (Bamwisho) a déjà décidé la suppression du colloque alors que le dossier était encore en instruction chez le commissaire urbain qui n'avait pas encore donné son avis»*⁵⁷.

En fait, Bushoki était aussi membre du comité de pilotage. De la rencontre de clarification qui eut lieu dans la soirée du même jour entre le commissaire urbain, Me Mudumbi, Bushoki et Biritsene, il *«a été relevé que Biritsene aurait agi en tant que politicien et non en tant que vice-Président du GEAD dont il n'avait pas le mandat»*⁵⁸. C'est une formule d'apaisement qui est adoptée ici et qui ne cache pas, cependant, un conflit entre G.R.A.C.E. et G.E.A.D. A travers ce conflit des associations, il faut voir une rivalité délétère entre le leadership dont l'un est proche de l'évêché de Goma et l'autre de l'autorité provinciale, notamment le vice-Gouverneur Bamwisho. Le non-dit dans ce jeu est sans doute la divergence de vue sur la guerre qui avait encore son momentum de départ et dans laquelle les autorités politico-

⁵⁷ G.R.A.C.E., *op.cit.*, p.11.

⁵⁸ *Ibid.*, p.12.

administratives et coutumières et les politiciens de tous les spectrums jouaient un rôle de premier plan. Dans un tel climat, il était difficile de travailler ensemble et sincèrement pour la paix. Les organisateurs de ce colloque qualifient les leaders du G.E.A.D. de caméléon et les accusent de pratiquer la politique de division et d'exclusion derrière le développement⁵⁹. S'agissait-il de la rivalité entre les pacifistes et les bellicistes? Il est difficile d'y répondre. Néanmoins, on constate que le vice-Gouverneur Bamwiso reconnaissait, dans un communiqué officiel qui date du 25 juin 1993, la gravité de la situation. Il ajoutait même: «*considérant qu'aucun effort concret n'est entrepris du côté des belligérants pour prendre conscience du drame, et oeuvrer dans le sens de la paix et de la tranquillité, l'Autorité Régionale porte à la connaissance du public la décision dont la teneur suit: l'arrêt total et obligatoire des hostilités à partir du 30 juin 1993*»⁶⁰. Aucune mesure d'application ne fut prise; d'où, les affrontements ont continué longtemps après sa destitution. Exiger l'arrêt des hostilités et en même temps décourager ceux qui voulaient parler de la paix et la tranquillité paraissent contradictoires. Tout au plus, nous pouvons clôturer ce point en disant que la guerre de Masisi avait, dès le départ, des enjeux différents comme nous l'avons démontré dans notre article publié dans la revue "Dialogue" (n°192, 1996, pp.85-94). Il est donc normal que les sentiments des uns et des autres aient divergé au cours de l'évolution de cette guerre et que leurs vues sur les solutions à y apporter ne se soient rapprochées à aucun moment. C'est ce qui explique certainement le fait que des O.N.G.D. comme G.R.A.C.E. et le G.E.A.D. aient adopté des stratégies conflictuelles à ce moment précis de mai-juin 1993.

5.2. Rivalité entre le groupe de Goma et le groupe de Bukavu.

La guerre de 1996 et celle de 1998 ont rendu les contradictions intra-société civile patentes. Alors que jusque là, son leadership parlait à l'unisson de l'impérieuse nécessité d'établir un Etat de droit, garant de la sécurité des personnes et de leurs biens, les violons ne s'accordent plus entre le groupe des associations de Goma qui sont proches de l'A.F.D.L./R.C.D. et celles du Sud-Kivu. Le groupe de Goma qui, depuis la rencontre de Bonn en mars 1997, semble posséder un grand soutien dans cette ville et qui s'est trouvé un nouveau projet dans "Pole Institute"⁶¹, est embarqué dans une réflexion sur

⁵⁹ *Ibid.*, p.16.

⁶⁰ BAMWISHO, M.K., *Arrêt total et obligatoire des hostilités. Lettre n° 01/536/CABB/GDR-NK/M.5/93 adressée à tous les commissaires des zones et avec, en annexe, un communiqué officiel*, Goma, le 26 juin 1993.

⁶¹ TEGERA, A., *Rapport de la réunion de Bukavu du 23 au 25 juillet 1997 sur le suivi après Bonn*, Goma, le 1er août 1997, pp. 2-3.

l'ensemble de la Région des Grands Lacs dont on connaît certaines préoccupations: la révision des frontières du Congo ou, à défaut, la mise en place d'une confédération des Etats, un marché commun et une citoyenneté transfrontalière. Dans une interview accordée à la RFI le 29 septembre 1997 à 8h45 du matin, le Père Aloys Tegera, un des fondateurs et principal animateur de "Pole Institute" a soutenu que *«le malheur des Tutsi zaïrois était le résultat de la gestion de l'humiliation par d'autres zaïrois»* et précisé que *«face à l'hostilité de ces derniers, les premiers ne se sentiraient sécurisés qu'avec la présence de l'Armée Patriotique Rwandaise au Kivu»*. Lorsque le Père Aloys Tegera et ses amis déclarent que Pole Institute travaille pour la culture de paix et lien en même temps la sécurité des Tutsi à la présence d'une armée étrangère ou monoethnique⁶², ils créent une ambiguïté au sein de l'opinion publique.

La méfiance des kivutiens vis-à-vis de cet Institut à la face culturelle et au fonds politique s'explique aisément. Ce langage ambigu ainsi que les thèmes dont "Pole Institute" fait son cheval de bataille sonnent mal aujourd'hui dans les oreilles des acteurs de la société civile du Sud-Kivu bien préoccupés par le départ des troupes rwando-ougando-burundaises du Kivu, l'intégrité du territoire, l'unité nationale et la démocratisation des institutions du pays^{62bis}. Les relations entre le groupe de Goma et le groupe de Bukavu sont le reflet de conflit d'intérêts et des contradictions chez leurs parrains du Nord. En plus, elles prouvent suffisamment que les acteurs de la société civile s'accordent quand les enjeux les arrangent et se bousculent quand ceux-ci divergent. Pour mieux évaluer la profondeur du fossé entre les deux groupes, il conviendrait de comparer et d'opposer les stratégies et les actions des organisations supra-provinciales, notamment le P.R.E.F.E.D., la L.D.G.L. (hier et aujourd'hui pour ces deux anciennes organisations), le "Pole Institute" (depuis mars 1997) et "Medias pour la Paix" (une O.N.G. créée en décembre 1997 en Ouganda) qui sont du même moule idéologique, et les organisations provinciales. C'est une question ouverte qui mérite également une étude approfondie.

⁶² MUHIRE, M. et al., *Memorandum de la communauté Banyamulenge à son Excellence Mr le Président de la République Démocratique du Congo à Kinshasa eu égard à la situation sécuritaire au Sud-Kivu*, Bukavu, le 24 février 1998, pp.5-6. Ce document a été rédigé pour justifier le refus des militaires Banyamulenge d'être mutés en dehors du Kivu et réclamer le monopole des Banyamulenge dans la sécurité et l'armée. C'est cela qui rassurerait les Banyamulenge et les autres communautés.

^{62bis} Voir la position du C.N.O.N.G.D. lors de ses assises de Lubumbashi de septembre 1997, *REC-Info* n° 6/97 du 5 novembre 1997, p.5; CHIRALWIRWA, N.G. et al., *Message de félicitations et de remerciement à son Excellence Mr le Président de la République Démocratique du Congo à Kinshas-Binza*, Bukavu, le 29 juillet 1998; LA SOCIETE CIVILE DU CONGO, *Rapport-synthèse de la rencontre d'Anvers (13-16 janvier 1999)*, Bruxelles, le 19 janvier 1999, pp.3-4.

En plus de ce clivage idéologique et politique de la société civile du Kivu qui vient d'être illustré ci-haut, il faut dire qu'on vit souvent des âpres rivalités entre associations⁶³ ou leaders des associations et entre leaders de la société civile et des partis politiques. Alors que, dans le premier cas, le heurt tourne autour du contrôle financier et autres biens matériels de l'association et est associé à la lutte pour l'occupation de la première position dans tous les forums nationaux et internationaux, il reflète, dans le deuxième cas, la dualité entre la conquête du pouvoir que recherchent officiellement les leaders des partis politiques et l'habit de neutralité que revêtent les leaders de la société civile pour camoufler leurs ambitions politiques. Dans les deux cas, la situation devient souvent grave lorsque le paramètre régional ou ethnique intervient. Ici, tous les coups sont permis. La coordination du bureau de la société civile à Bukavu en a souffert beaucoup lorsque la lutte pour le contrôle de l'administration provinciale entre le LUUSU-LEGA et l'Association des Bashi, Bahavu, Bavira et Bifulero a atteint son paroxysme en 1995-1996. Le journal "Le Souverain" de Barhahiga Shafari a commenté amplement cette lutte à l'époque. Cet esprit reste vif dans le leadership de la société civile du Sud-Kivu où, en plus du grand clivage à caractère colliniste ou régional, la rivalité Lega-Shi domine partout les relations. La situation est évidemment pire au Nord-Kivu où la cacophonie est totale à cause de la présence de plusieurs agendas ethniques diamétralement opposés. Ces seuls faits permettent de conclure que, malgré les apparences, la société civile du Kivu est aujourd'hui un grand malade.

6. INFORMATION VERSUS DESINFORMATION

A l'éclatement de la guerre de l'AFDL en automne 1996, le Professeur Jean Claude Willame a déclaré que le mensonge et la désinformation empêchaient de comprendre correctement ses contours⁶⁴. Cette déclaration est, il est vrai, pertinente. S'il y a vraiment mensonge et désinformation dans une région de forte implantation des O.N.G.D. financées par l'extérieur pour leur sérieux, on est en droit de s'interroger sur son extension et sa compréhension. Comme on dit entre deux choses l'une ou l'autre, ou bien les animateurs de ces associations ont fait des rapports biaisés sur le cours des événements ou bien ils n'ont rien fait du tout. Monseigneur l'Archévêque Christophe Munzihirwa, la première victime de l'A.F.D.L./F.P.R. à Bukavu, ne s'indignait -il pas déjà en 1995 de voir que ses appels en faveur d'une

⁶³ La voie proposée pour lutter contre cette rivalité par les participants à l'atelier du Lycée Wima est la mise en place des projets communs (NINO, R., BUHENDWA, D. et BUCYALIMWE, M., *op.cit.*, pp.1-2).

⁶⁴ WILLAME, J.C., "La guerre du Kivu: les enjeux, les acteurs, les perspectives", *Traits d'union-Rwanda*, n° 14, 24 janvier 1997, p. 18.

information objective n'avaient pas trouvé un écho positif auprès de ses confrères en Belgique et en France, des groupes d'Eglises Européens qui ont leurs propres magazines?⁶⁵.

Ceci dit, nous revenons sur un exemple que d'aucuns tournent en dérision et que d'autres n'osent pas aborder tant l'intoxication de l'opinion internationale a été si forte jusqu'à friser l'intolérance. Il s'agit de la médiatisation du rôle de la M.AGRI.VI. dans la guerre de Masisi. Quand la guerre a éclaté à Walikale, Masisi et Bwito/Rutshuru entre mars et juin 1993, la M.AGRI.VI. a été directement mise en cause. Ceux qui mettaient cette guerre sur son dos, faisaient de la M.AGRI.VI tantôt l'instrument de Habyarimana dans un complot anti-Tutsi⁶⁶, tantôt l'instrument de la domination Tutsi au Kivu: «*Monsieur le Gouverneur, les dimensions des ambitions de cette gangrène compagnie des émigrés hamites sont d'autant plus graves car, à ceux-ci, s'ajoutent aussi les membres de la M.AGRI.VI qui ont accepté d'être utilisés comme des vassaux par les Tutsi dans la conquête des terres fertiles de bonnes montagnes de Masisi, de Walikale*»⁶⁷. Ses détracteurs sont même allés plus loin en présentant deux piliers du clan Tutsi bien connus, Mgr Faustin Ngabu et Kasuku wa Ngeyo, comme chefs de la M.AGRI.VI⁶⁸. Par contre, les auteurs de "*Conflits politico-ethniques au Zaïre*" décrivent la M.AGRI.VI. comme un simple instrument du ministre Nyamwisi et du gouverneur Jean-Pierre Kalumbo, des Nande en d'autres mots⁶⁹.

Ce qui étonne est que la M.AGRI.VI. est présentée en même temps comme l'instrument de Habyarimana, des Tutsi et de Nyamwisi dont les intérêts étaient certainement en conflit; le planificateur de la guerre et l'écran dans l'exécution d'un plan de guerre élaboré par d'autres; le bourreau et la victime. C'est Eugène Muhima qui fait des Hutu "un guépier pour les minorités Hunde, Nyanga, Tembo et Tutsi au Nord- Kivu (il utilise déjà à cette époque l'expression "génocide des minorités")" pendant qu'il affirme que «*les autorités coutumières Nyanga ont pris les armes pour soumettre par la force les Hutu qui répondirent au mot d'ordre de la désobéissance civile*» et que, «*dix jours après, l'exemple fut suivi par les notables de Masisi*»⁷⁰. En outre, la M.AGRI.VI. fut la seule organisation à caractère ethnique dont les activités furent suspendues par le gouverneur Jean-Pierre Kalumbo; il laissa les autres organisations rivales (Bushenge Hunde, Kyaghanda, Bunakina, Umubano...) continuer à agir

⁶⁵ MUNZHIRWA, C., *Aide-mémoire sur quelques problèmes urgents concernant les réfugiés Rwandais*, Bukavu, le 28 avril 1995, p. 1.

⁶⁶ MUHIMA, E., *op.cit.*, p.6.

⁶⁷ KAWAYA, K. et al., *Haute trahison contre la sécurité de l'Etat et tension sociale à Masisi et Walikale. Lettre à Mr le Gouverneur du Nord-Kivu*, Goma, le 6 avril 1993, p.2.

⁶⁸ KALINDA, N. et al., *Memorandum des chefs coutumiers et sages autochtones de Masisi, Walikale et Rutshuru/Bwito sur la résurgence du Kanyarwanda*, Goma, le 22 avril 1993, p. 1.

⁶⁹ GOUVERNEMENT DE TRANSITION DU ZAIRE, *op.cit.*, pp. 27-28.

⁷⁰ MUHIMA, E., *op.cit.*, p.6.

librement. Une anomalie qui a été dénoncée par un participant à la rencontre commission de pacification- population du Bwito à Kibirizi le 6 août 1993:”Vous dites que la M.AGRI.VI est à la base de la guerre. Et pourquoi ne citez-vous pas le Bushenge Hunde et le Kyaghanda?⁷¹.

⁷¹ Propos enregistrés par Wenceslas Masuhuko Zibukira.

S'il est vrai que «*au Nord-Kivu, les ressortissants des différentes ethnies et sous-ethnies sont organisés en associations politico-culturelles et que ces mutualités fonctionnent comme de véritables partis politiques*»⁷², alors sa question vaut son pesant d'or. Le lecteur de ces lignes devrait se poser les questions connexes suivantes: Pourquoi ce silence vis-à-vis des mutualités Kyaghanda, Bushenge Hunde, Bunakina, Umubano et autres associations de développement fortement tribalisées comme l'A.CO.G.E.NO.KI., l'A.CO.D.R.I., l'A.M.I.CO.R., le G.R.A.R., le G.E.A.D., etc? N'est-ce pas une contradiction que les magriviistes soient présentés à la fois comme agresseurs et agressés? Seules les raisons de ce silence (le recours à la méthode dite "argument de silence" est capital ici) et de la guerre physique et médiatique contre les membres de la M.AGRI.VI. que l'on a identifié à tort, mais à dessein, avec la communauté Hutu dans son ensemble, permettraient de comprendre le jeu politique qui était en cours à cette période et dont l'aboutissement fut la purification ethnique des Hutu par l'A.F.D.L./R.C.D. au Kivu depuis octobre 1996. Les guerres de l'A.F.D.L. et du R.C.D. nécessitent la ré-interprétation de la guerre dite de Masisi (1993) pour mieux cerner ses vrais enjeux, le mensonge et la désinformation qui circulent dans certains milieux depuis 1993, les thèmes qui ont bonne recette aujourd'hui en Occident, notamment le "mythe Bantu" et la thèse de la victimisation de la minorité (...).

7. CONCLUSION

Ce regard critique sur la société civile du Kivu aura donné une lumière sur bien de réalités. La démarche consistait d'abord à circonscrire les déclarations d'intention, en fait les principes et les objectifs qui inspirent et guident les actions de la société civile. Nous avons donc pris en compte le fait que «*tout discours relève de l'ordre du normatif, c'est-à-dire d'une vision des choses telles qu'elles devraient être*»⁷³. Nous avons ensuite confronté les déclarations aux faits en recourant à des exemples concrets (méthode inductive) dont la pertinence se justifie dans le contexte spatio-temporel, l'articulation entre le local et le global, l'interaction entre le pouvoir et la Société Civile. Malgré la faiblesse de cette méthode (dénombrement imparfait et danger de généralisation hâtive), elle nous a permis de dégager les conclusions majeures ci-après.

⁷² GOUVERNEMENT DE TRANSITION DU ZAIRE, *op.cit.*, pp.26-27.

⁷³ TEGERA, A., "Massacres au Nord-Kivu. Vers une intégration communautaire", *Spiritus*, n°135, mai 1994, p.187.

La société civile ne pouvait pas résister aux effets du contexte global de polarisation idéologique, ethnique et politique dans lequel elle a émergé et évolué. La course vers l'avoir et le pouvoir, l'ethnisme et le régionalisme ont compromis l'idéal de contre-pouvoir, de service, de rassemblement et de la réconciliation. Comme toute oeuvre humaine, la société civile devait absolument faire face aux sobresauts et crises de la croissance, autre chose étant la manière de gérer celles-ci. Cette gestion consiste en la capacité de résoudre régulièrement les conflits et non pas de les entretenir en jouant sur les trois facteurs précités. Les "hommes-star" de la société civile qui portent l'habit de l'a-politisme ou qui ont glissé de pleins pieds dans la politique ne font nullement de différence, tant dans les discours que dans les faits, par rapport aux politiciens qui se présentent comme tels et dont on se méfie. L'inconstance et les rivalités des uns, les positions inconciliables des autres dans la perception et la recherche des solutions à la crise du Kivu en sont quelques manifestations. Un partenariat Nord-Sud basé sur des individus comporte un grand danger, à savoir le risque de promouvoir des agendas ethniques ou de groupuscules et avec ce que cela implique comme effet dans les conflits locaux. Le partenaire du Nord est entraîné dans ces conflits en s'alignant sur le camp de son partenaire du Sud. Ce qui se passe aujourd'hui au Kivu en particulier, et dans la Région des Grands Lacs en général l'atteste bien. Les négociations qu'on a connues au Kivu depuis 1993 n'ont été, en fait, que la poursuite de la guerre par d'autres moyens. Une première preuve est la politique qui a présidé à la composition et au fonctionnement de la Commission Régionale de Pacification au Nord-Kivu (juillet 1993) et la Commission de Pacification du gouvernement AFDL (septembre 1997). Une deuxième preuve est l'exclusion systématique de certains du débat sur une crise qui intéresse au plus haut point tout le monde; débat qui est devenu le monopole de quelques-uns, ces acteurs qui sont omniprésents dans les rencontres internationales alors qu'ils ne représentent nullement toutes les sensibilités politiques de la Province. La tendance de faire croire que, parce que l'on est à la tête d'une O.N.G.D., on devient par ce fait même un expert en tout est dangereuse. L'exemple de la C.N.S. est éloquent. Certains délégués à ce forum national prétendaient désormais tout connaître et ne voulaient pas entendre le point de vue de ceux qui n'y avaient pas été conviés. En définitive, le peuple n'est pas toujours bien servi par l'activisme politique déclaré ou déguisé de nos leaders de la société civile et les rivalités auxquelles ils se livrent.

Il ne faudrait donc pas se leurrer. Tout ne va pas au mieux au sein de la société civile du Kivu. Pour qu'elle puisse se relever et reprendre le momentum et le dynamisme de départ, elle doit travailler sur tous ces paramètres qui font qu'elle piétine ou marque les pas aujourd'hui. Un travail d'auto-critique s'impose urgemment. Celui-ci devrait être moins un procès pro domo qu'une autopsie du mal qui ronge la société civile. La participation des outsiders à ce "déballage" serait utile. Convient-il ainsi de rappeler ici les propos de Sénèque: *«Celui qui ne sait pas qu'il commet le mal n'a pas le désir de s'en corriger. Il faut se surprendre en flagrant délit avant de pouvoir s'amender»*. Vouloir aller de l'avant et inciter les ethnies à la cohabitation pacifique sans prendre en compte les erreurs du parcours durant la période considérée (1990-1999), c'est perpétuer la logique du paraître, la démagogie en un mot. L'exemple devrait être, comme l'a si bien dit un chef d'Etat africain "le plus grand maître" dans la recherche d'un nouveau souffle et du divorce d'avec les "anti-valeurs" dont on parle tant dans les discours officiels au pays.

Anvers, mai 1999

Liste des Abréviations utilisées dans le texte

ACODRI: Action Communautaire pour le Développement Rural Intégré.
ACOGENOKI: Association Coopérative des Groupements d'Éleveurs au Nord-Kivu.
ADDHO: Associations de Défense des Droits de l'Homme.
ADI-Kivu: Action pour le Développement Intégré du Kivu.
AFDL: Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo.
BECA: Bureau d'Encadrement pour la Conservation de l'Environnement et l'Amélioration de l'Alimentation au Kivu.
BDDOS: Bureau Diocésain de Développement et Oeuvres Sociales.
CAB: Comité Anti-Bwaki.
CEBZE: Communauté des Églises Baptistes au Zaïre-Est.
CENC: Conférence Episcopale Nationale du Congo.
CEPZA: Communauté des Églises Pentecôtistes du Zaïre.
CISS: Cooperazione Internazionale Sud e Sud.
CNONGD: Conseil National des Organisations Non-Gouvernementales de Développement.
CNS: Conférence Nationale Souveraine.
CRONGD: Conseil Régional des Organisations Non-Gouvernementales de Développement.
CUB: Centre Universitaire de Bukavu.
DCF: Démocratie Chrétienne Fédéraliste.
DSP: Division Spéciale Présidentielle.
ECZ: Église du Christ au Zaïre.
ENA: Église néo-Apostolique.
ESU: Enseignement Supérieur et Universitaire.
EZE: Evangelische Zentralstelle für Entwicklungshilfe
FPC: Forces Politiques du Conclave.
FPR: Front Patriotique Rwandais.
GEAD: Groupe d'Études et d'Actions pour un Développement Intégré.
GRACE: Groupe d'Appui-Conseils aux Réalisations pour le Développement Endogène.
GRAR: Groupe de Réflexion pour l'Avenir de Rutshuru.
HCR-PT: Haut Conseil de la République – Parlement de Transition
HDLJ: Héritiers De La Justice.
ISEAF: Institut Supérieur des Études Agro-Forestières.
ISDR: Institut Supérieur de Développement Rural.
ISP: Institut Supérieur Pédagogique.
ISC: Institut Supérieur de Commerce.
ISTA: Institut Supérieur des Techniques Appliquées.
ISGEA: Institut Supérieur de Gestion et d'Administration des Affaires.
ISTM: Institut Supérieur des Techniques Médicales.
LDGL: Ligue des Droits de la Personne dans la Région des Grands Lacs.
LICOR: Ligue Inter-Communautaire pour la Reconstruction du Nord-Kivu.
MAGRIVI: Mutuelle Agricole des Virunga.
ONGD: Organisations Non-Gouvernementales de Développement.

ONU: Organisation des Nations Unies.
PLD: Pain Pour Les Déshérités.
PREFED: Programme Régional de Formation et d'Echanges pour le Développement.
RCD: Rassemblement Congolais pour la Démocratie.
SIBU: Syndicat d'Initiatives de Bunyakiri.
SIDEM: Syndicat d'Initiatives de Développement de Mwenga.
SIKASH: Syndicat d 'Initiatives de Kasha.
TST: Travail sur le Terrain.
UDPS: Union pour la Démocratie et le Progrès Social.
UCB: Université Catholique de Bukavu.
UEA: Université Evangélique en Afrique.
URD: Union pour la République et la Démocratie.
USOR: Union Sacrée de l'Opposition Radicale.
ZTM: Zaïre Thé Management.

MULUNGULA, J.P., " La mission de la Commission de Pacification dans l'impasse", in Bulletin du Souverain Primaire du 16 au 31 juillet 1993, pp.10-11.